Cahiers de Psychologie Politique

N° 16 | 2010
Recherche empirique Janvier 2010

La figure de l’ennemi dans l’histoire américaine

Hélène HARTER

Édition électronique :
URL : https://cpp.numerev.com/articles/revue-16/1357-la-figure-de-l-ennemi-dans-l-histoire-americaine
DOI : numerev_539
ISSN : 1776-274X
Date de publication : 18/01/2010

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : HARTER, H. (2010) La figure de l’ennemi dans l’histoire américaine. *Cahiers de Psychologie Politique*, (16). https://doi.org/10.34745/numerev_539

Mots-clés :

Les Etats-Unis ont une expérience limitée de la guerre sur leur territoire mais leur participation à de nombreux conflits donne cependant une pertinence à la question de l'ennemi. Celui-ci prend des formes diverses. C'est tout d'abord l'ennemi extérieur contre qui on combat pour sauvegarder ou étendre son territoire, protéger ou exporter ses idéaux, défendre ses intérêts géostratégiques. La guerre peut conduire également à craindre la subversion intérieure. Les enjeux sont bien sûr différents selon les époques. On n'envisage pas l'ennemi de la même manière quand on est un petit pays récemment indépendant qui lutte pour sa survie à la fin du XVIII^{e} siècle et lorsqu'on est comme aujourd'hui la principale puissance d'un monde mondialisé. Il est cependant intéressant de s'interroger sur la manière dont s'est construite au fil du temps la figure de l'ennemi. Au-delà des éléments conjoncturels, n'existe-t-il pas des éléments structurels qui permettent de mettre en évidence des continuités dans les représentations et permettent de mieux saisir ce qu'est l'identité américaine ?

I : La guerre d'indépendance

La nation américaine naît de la guerre d'Indépendance pourtant l'ennemi anglais ne va pas de soi dans les premiers temps du conflit. Dans les années 1770, les colons anglais d'Amérique veulent seulement obtenir les mêmes droits que les sujets anglais de métropole1. La conscience identitaire américaine se forge dans la lutte armée à partir de 1775. La rupture est consommée le 4 juillet 1776. Reprenant les principes des Lumières, les colons affirment dans leur déclaration d'indépendance que c'est le roi qui les a poussés à une telle extrémité : il a rompu le contrat avec son peuple. Dès lors, les Anglais deviennent l'ennemi qu'il faut vaincre pour obtenir l'indépendance et la liberté, même au prix d'une alliance avec la monarchie française catholique contre qui on fait la guerre (avec les Anglais) pendant la guerre de Sept ans. L'ennemi paraît d'autant plus détestable au milicien américain qui défend sa communauté que l'armée anglaise compte de nombreux mercenaires dans ses rangs. Les notions de patriotes et de patriotisme s'imposent alors.

Pourtant, elles ne font pas l'unanimité. De nombreuses familles américaines sont divisées entre patriotes et loyalistes restés fidèles à la Couronne britannique, à l'image des Franklin. Dans ce conflit où se joue l'existence des États-Unis, il est impossible de

rester neutre. Entre 15 et 30% des colons anglais sont hostiles à l'indépendance. Cela va bien au-delà du cercle des colons ayant des intérêts étroits avec la Couronne, tels les membres de l'administration coloniale et les pasteurs de l'Eglise anglicane. Pour ces loyalistes qui se sentent toujours anglais, il est impensable d'associer la métropole à l'ennemi. Pour les faire changer d'avis, les patriotes recourent à une propagande intense qui passe en particulier par la presse et les prêches des pasteurs tandis que les publications hostiles à l'émancipation des colonies sont interdites[2]. L'ennemi ne va pas de soi pendant la guerre d'indépendance. Il est construit par le groupe dominant. Dans ces conditions, il est très difficile de rester fidèle à l'Angleterre. Les loyalistes passent d'ailleurs rapidement pour des traîtres et à ce titre ils sont considérés comme plus haïssables que l'ennemi anglais. Il faut attendre la publication par C. H. Van Tyne de *The loyalists in the American Revolution* en 1902 pour que les Américains commencent à porter un regard plus nuancé sur eux. Les patriotes jugent ces individus particulièrement dangereux parce qu'ils se meuvent au sein même de la société américaine. L'ennemi de l'intérieur fait plus peur que l'ennemi anglais parce qu'il est moins facilement identifiable et surtout parce qu'on juge qu'il attaque et fragilise la société de l'intérieur. Même si de nombreux loyalistes se contentent d'être hostiles à l'indépendance sans prendre les armes contre les indépendantistes, leur seule présence est vécue comme une menace pour la survie du nouvel État et au-delà pour l'identité américaine. Pour les combattre, les patriotes mettent en place des comités locaux de sécurité qui imposent amendes et prison à ceux qui ne soutiennent pas la cause indépendantiste. Parfois, ils recourent aux plumes et au goudron pour inciter les récalcitrants à rejoindre le camp des patriotes ou du moins à ne plus soutenir celui des Anglais. La guerre d'Indépendance est aussi une guerre civile même si cet aspect a été occulté au nom de l'unité nationale. D'ailleurs, les loyalistes n'ont pas leur place dans les Etats-Unis de 1783 qui ont triomphé de l'ennemi anglais. Les plus d'impliqués d'entre eux, entre 80 000 et 100 000 personnes, sont condamnés à l'exil tandis que leurs terres sont confisquées. La guerre d'indépendance crée des tensions au sein de la société américaine mais ce n'est en rien comparable à la situation que vit la France pendant la révolution. Les Etats-Unis ne connaissent pas la violence de la foule révolutionnaire qui met à mort l'ennemi. La guerre ne provoque pas non plus de clivages idéologiques structurants au sein de la vie politique comme en France.

Elle joue cependant un rôle central dans la construction de la nation. Les Etats-Unis se construisent contre l'Angleterre. La jeune république s'est détachée politiquement de l'ancienne métropole. Elle cherche à faire de même d'un point de vue culturel. C'est ainsi que Noah Webster publie un dictionnaire américain. Au-delà de l'Angleterre, c'est l'Europe qui fait figure de repoussoir et de contre-modèle pour ces Américains nationalistes qui se perçoivent comme des hommes nouveaux. Ils font le choix d'un isolationnisme politique vis-à-vis de l'Europe et se refusent à prendre part aux guerres européennes et à lier des alliances contraignantes[3]. Ils ne renoncent pas pour autant à combattre quand leurs intérêts sont menacés. Les attaques des Barbaresques au tournant du XIXe siècle sont à l'origine de la création de la marine américaine tandis que les Américains doivent mener une seconde guerre d'indépendance contre les Anglais en 1812[4].

La guerre d'indépendance est à l'origine de choix contraignants pour l'avenir et pas uniquement en terme de politique étrangère[5]. Dans cette la nation qui se construit après que l'État ait été créé – un processus inverse de ce que connaissent de nombreux pays européens les pères fondateurs imposent des valeurs communes (la liberté, le patriotisme, le nationalisme) et une vision unitaire[6]. L'objectif est de tenir ensemble ce jeune État fragile né de l'association de colons aux intérêts divergents (notamment sur l'exclavage) et attachés à leurs particularismes locaux (les Etats-Unis comme leur nom l'indique sont une association d'États). Celui qui n'entre pas dans le moule est dès lors considéré comme *un-american*, c'est-à-dire dangereux pour le pays. C'est le cas des loyalistes. Le pire ennemi dès lors est celui de l'intérieur, celui qui est considéré comme le vecteur de la subversion étrangère. C'est le cas en 1798-1800 lorsque les Etats-Unis et la France sont en situation de quasi guerre. Les dettes de guerre américaines, le traité de commerce américano-britannique de 1794, l'orientation violente prise par la révolution française, les saisies de navires faisant route vers l'Angleterre décidée par la convention en mai 1793 (plus de 800 bâtiments américains à la fin des années 1790), les saisies en retour de navires français et l'embargo américain sur les produits français ont raison du traité d'alliance franco-américain de 1778. Le Congrès vote même en 1798 une loi sur les étrangers et la sédition. Elle donne au président le pouvoir de faire expulser tout ressortissant étranger jugé subversif et de le faire emprisonner s'il appartient à un pays ennemi, sous-entendu la France. La relation entre les deux anciens alliés est passionnelle, un cas unique dans les relations que les Etats-Unis entretiennent avec les autres pays[7]. Cela tient au rôle que les Français ont joué dans l'indépendance américaine mais également à la concurrence que se livrent les deux universalismes.

II : L'ennemi au temps de l'expansionnisme continental

La politique étrangère américaine est formalisée en 1823 dans ce qu'on a appelé par la suite la doctrine Monroe. Les Américains réaffirment leur neutralité dans les conflits européens. Ils dénient aussi désormais aux Européens le droit d'intervenir en Amérique. Est particulièrement visé l'Espagne au moment où son empire est en train de se décomposer en Amérique centrale et latine. Les Etats-Unis se présentent comme le garant de la liberté des jeunes républiques émancipées et considère l'hémisphère occidental (le continent américain) comme sa chasse gardée. Dès lors, l'Espagne devient l'ennemi potentiel.

Les Etats-Unis ont cependant durant ces années un ennemi bien réél : les Amérindiens. Comme le rappelle la célébration de Thanksgiving les Amérindiens ont permis la survie des premiers colons britanniques au début du XVIIe siècle mais les relations se dégradent rapidement à cause des tensions liées à la possession de la terre. La résistance indienne débute en Nouvelle Angleterre. En 1622, les Powhatans tuent 350 colons en Virginie. En 1675-1676, c'est Metacom, le chef Wampanoag que les colons Blancs surnomment le « roi Philippe », qui soulève sa tribu. La guerre est faite

d'escarmouches et d'attaques de villages. Pour les colons anglais, majoritairement protestants, la guerre paraît d'autant plus légitime qu'ils voient dans les Amérindiens des fils de Satan, des païens et des inférieurs. Ils les associent au monde de la sauvagerie (la *wilderness*) qu'ils cherchent tant à combattre8. Environ 600 colons et 4000 Amérindiens meurent durant la guerre du « roi Philippe ». Les pertes sont importantes étant donné la taille de la société coloniale mais déjà à cette époque les Amérindiens ne menacent plus la survie des colons. Les tribus indiennes se voient au contraire privées de leurs terres et repoussées vers l'Ouest au fur et à mesure de leurs défaites militaires ; un phénomène qui s'accentue au XIXe siècle lorsque l'augmentation de l'immigration crée des besoins croissants de terres chez les Américains. C'est pour y répondre que le Congrès adopte en 1830 le *Indian Removal Act* qui déplace toutes les tribus indiennes à l'Ouest du Mississippi. Mais cela ne suffit pas à calmer les tensions. Les colons américains s'enfoncent toujours plus vers l'Ouest, provoquant la réplique armée des Indiens entre 1865 et 1890. Les Sioux de Sitting Bull et Crazy Horse sont victorieux à Little Big Horn (Montana) en 1876 mais la résistance indienne est brisée en 1890 à Woundee Knee au sud du Dakota. Beaucoup d'Américains voient dans ces guerres indiennes le dernier sursaut d'un peuple à bout de souffle. L'ennemi d'hier, dont certains louaient la bravoure et la noblesse, est remplacé par la figure de l'Indien dépendant des Blancs pour sa survie. Cette idée est partagée par ceux qui veulent débarrasser l'Ouest des Indiens qui gênent l'expansion continentale américaine mais également par les réformateurs qui militent pour améliorer leur sort. Tous s'accordent à dire que les Indiens ne survivront que s'ils s'américanisent9.

L'expansionnisme continental se fait également au détriment des Mexicains qui ont obtenu leur indépendance de l'Espagne en 1821. La guerre est déclenchée par les États-Unis en 1846. Le conflit porte sur le Texas où de nombreux colons américains sont venus s'installer. Il se termine deux ans plus tard par une incontestable victoire américaine : tous les territoires mexicains compris entre le Texas et la Californie deviennent américains. De nombreux Américains ont vu dans cet événement la réalisation de la destinée manifeste américaine, le fait que les Américains aient été choisis par Dieu pour occuper le continent américain de l'Atlantique au Pacifique. Dès lors, celui qui fait obstacle à l'expansion américaine, qu'il soit Mexicain ou Amérindien, s'oppose au projet divin. Plus prosaïquement, l'expression « destinée manifeste » est inventée par le journaliste John L O'Sullivan en 1845 pour justifier les projets politiques d'annexion du Texas. Cette guerre a des conséquences à long terme qui vont bien au-delà des recompositions territoriales. Elle construit l'image du Latino paresseux, buveur et à l'hygiène douteuse. Elle conforte les Américains, majoritairement protestants, dans leur mépris pour les sociétés catholiques. Le catholicisme, qu'on qualifie de « papisme », a été longtemps très mal perçu aux Etats-Unis. Il a fallu attendre 1960 pour qu'un catholique, John Kennedy, devienne président. Les Américains protestants ont longtemps suspecté leurs compatriotes catholiques d'être plus fidèles au pape qu'à la nation américaine et d'être par conséquent des ennemis de l'intérieur en puissance.

La question de la loyauté est particulièrement sensible en 1861 lorsque éclate la guerre de Sécession. C'est un événement fondamental dans l'histoire américaine. L'historien Eric Foner l'a même qualifié de « seconde révolution » américaine. La question de

l'esclavage est au cœur de la vie politique depuis les années 1850 et elle finit par provoquer l'éclatement du pays en deux entités en décembre 1860 : les États du Sud qui quittent l'Union pour former une Confédération et ceux du Nord qui restent fidèles à l'Union présidée par le républicain Abraham Lincoln. Comme au temps de la guerre d'indépendance, les familles américaines sont divisées. Le beau-frère du président Lincoln meurt d'ailleurs sous l'uniforme confédéré à la bataille de Shiloh. Pour le Nord, l'ennemi c'est le général Lee, l'homme qui mène les troupes sudistes et qui à l'image de nombreux officiers de West Point a été tiraillé entre son attachement aux Etats-Unis et son identité sudiste. Aux Etats-Unis, surtout à cette époque, l'attachement à son État natal est souvent plus fort qu'au pays. Le général Lee est un ennemi qu'on respecte pour ses convictions et encore plus pour ses qualités militaires. Ce n'est pas le cas de Jefferson Davis, l'homme qui a été choisi comme président de la Confédération. Il est le traître, celui qui a mis à mal l'unité nationale. Jusqu'en 1863, la fin de l'esclavage ne constitue pas un but de guerre. Le président Lincoln combat avant tout contre ceux qui ont fait Sécession. Les vaincre, c'est permettre la reconstruction de l'Union qu'ils ont fait éclater. Pour le Sud, la guerre a un autre sens. On s'y bat pour préserver les droits des États face à un gouvernement fédéral qu'on accuse à tort de chercher à imposer la fin de l'esclavage et par conséquent du mode de vie sudiste. La déclaration d'indépendance des États sécessionnistes de décembre 1860 reprend d'ailleurs le vocabulaire et la rhétorique des patriotes de 1776. Elle rappelle leurs griefs contre le Nord et place leur combat sous la bannière des libertés et de l'exemple des Pères fondateurs de la nation américaine. Dès 1863, le président Lincoln commence à réfléchir à l'après-guerre. Le choc d'une guerre fratricide oblige à repenser l'unité[10] et donc la réintégration politique du Sud. L'assassinat de Lincoln le 14 avril 1865, cinq jours à peine après la reddition de Lee, rend la Reconstruction plus difficile. Face à un Sud qui refuse de garantir les nouveaux droits des Noirs[11], le Congrès impose une reconstruction radicale qui se traduit notamment par une occupation militaire. Celle-ci est bien moins dure que les romans comme *Autant en emporte le vent* ont pu le laisser croire mais l'image d'un Nord hostile perdure longtemps dans le Sud, à tel point que le Sud est resté fidèle jusqu'aux années 1960 aux démocrates, le parti qui dominait la région pendant la guerre de Sécession, associant les républicains au parti et aux idées de Lincoln. Les Américains, et surtout les Sudistes, ont mis du temps à panser les plaies de la guerre de Sécession.

III : L'ennemi à l'heure de l'internationalisme

Dans les années 1890, alors que les Etats-Unis ont refait leur unité, l'ennemi prend une nouvelle forme : celle de l'Espagne. En 1898, les Américains tournent leur regard vers Cuba qui est alors possession espagnole. La presse joue un rôle considérable en la matière, et notamment les groupes Hearst et Pulitzer qui rivalisent à coup de nouvelles sensationnelles pour attirer les lecteurs. Jour après jour, les journaux décrivent des Cubains qui luttent pour leur indépendance et sont opprimés par leurs bourreaux

espagnols à seulement quelques kilomètres des côtes américaines. Ces récits émeuvent l'opinion publique d'autant que dans l'esprit de la doctrine Monroe, l'Espagne est par excellence le colonisateur qui fait obstacle à l'émancipation des peuples du continent américain dont les Etats-Unis se veulent le protecteur naturel. L'explosion d'un cuirassé américain, le Maine, le 15 février 1898 dans le port de La Havane finit de faire de la question cubaine une question aussi américaine. Alors que la guerre du Mexique avait surtout intéressée les populations américaines proches de la frontière mexicaine, le patriotisme qui s'empare de la population américaine dans les années 1890 ainsi que la généralisation de la presse écrite bon marché font de Cuba une question qui préoccupe l'ensemble du pays. L'image d'une Espagne qui a attaqué les Etats-Unis par traîtrise s'impose dans l'opinion publique12 et celle-ci attend que la mort de ses 260 marins soit vengée. C'est dans ce contexte que les États-Unis déclarent la guerre aux Espagnols le 19 avril. Bien que considérés comme un petit pays en terme militaire, les Etats-Unis triomphent de l'Espagne sur terre et sur mer en à peine trois mois. L'Espagne est une puissance en déclin mais rares sont ceux qui avaient envisagé sa défaite, surtout si peu de temps. Le 10 décembre 1898 un traité de paix est pourtant signé qui octroie aux États-Unis plusieurs possessions espagnoles dont Cuba et les Philippines. Désormais, les Etats-Unis font partie des puissances qui comptent sur la scène internationale. La guerre de 1898 constitue un événement essentiel pour les Américains puisqu'elle les fait rompre avec l'idéologie isolationniste en vigueur depuis la création du pays. Les internationalistes qui militent depuis le début des années 1890 pour une politique internationale active triomphent. Cette victoire conforte les Américains dans la certitude de la supériorité du modèle américain vis-à-vis de l'Europe et dans leur rôle de pays dominant de l'hémisphère occidental. Ils n'auront de cesse désormais de faire en sorte que l'Amérique centrale et la Caraïbe, cette zone qu'ils considèrent comme leur « arrière-cour », aient des régimes qui aillent dans le sens de leurs intérêts et qu'aucune puissance étrangère (sous-entendue européenne) puisse être influente dans la région13. Si certains membres du Congrès refusent l'abandon de l'isolationnisme en arguant que c'est trahir les idéaux des pères fondateurs, l'Espagne a cependant constitué pour les Américains un ennemi consensuel dans cette guerre qui a fait des Etats-Unis un acteur incontournable des relations internationales.

La situation est plus complexe durant la Première Guerre mondiale. Les Etats-Unis entrent tardivement en guerre, le 6 avril 1917. Pendant les mois qui précèdent le pays est neutre mais la sympathie des Américains va surtout à la France et à la Grande-Bretagne. La guerre sous-marine qui a provoqué la mort de 1 100 personnes sur le paquebot Lusitania le 7 mai 1915 (dont 114 américains), l'exécution de l'infirmière Edith Cavell en Belgique occupée en octobre 1915 choquent l'opinion américaine qui y voit le contraire des valeurs de son pays. Dès lors, la propagande anti-allemande diffusée par les autorités américaines après l'entrée en guerre s'impose facilement. Le premier conflit mondial constitue un laboratoire en matière de propagande pour les États-Unis. C'est la première fois que les autorités américaines recourent à une politique de propagande. Souvent sans nuance, elle donne à l'ennemi les traits de la barbarie, celui du Hun. Véritable repoussoir, celui-ci rend le combat américain légitime et favorise la mobilisation nationale, notamment en faveur de l'effort de guerre économique. La

propagande désigne à la vindicte un ennemi étranger mais également insiste sur la menace qu'il fait peser jusque sur le sol national. Celle-ci prendrait la forme des immigrants allemands et des nombreux descendants d'immigrants allemands qui se sont installés aux États-Unis au XVIIIe et au XIXe siècle. Pour empêcher cette subversion plus imaginée que réelle, la section 19 du *Trading with the Enemy Act* adopté par le Congrès en 1917 oblige à accompagner toute publication étrangère d'une traduction intégrale en anglais. Cette disposition est en grande partie responsable de la disparition de trois quarts des quotidiens en langue allemande entre 1910 et 1920. La minorité allemande est également victime de nombreuses discriminations au niveau local. Quatorze États du Midwest adoptent des lois interdisant l'enseignement de l'allemand. A Lewiston (Montana), la foule brûle même les manuels d'allemand de l'école publique. Dans l'Iowa, le gouverneur interdit l'usage de l'allemand au téléphone, dans les lieux publics, jusque dans les églises14. Le sentiment anti-allemand se nourrit d'une hostilité ancienne à l'immigration allemande. Cette dernière s'est notamment manifestée dans les années 1840 lorsque l'arrivée massive de migrants ne parlant qu'allemand a fait craindre une menace pour l'identité américaine15. Ennemi extérieur et intérieur se rejoignent durant le premier conflit mondial même si l'immense majorité des germano-américains est restée fidèle aux Etats-Unis.

Ses excès incitent les responsables américains à repenser la propagande pendant la Seconde Guerre mondiale. La propagande positive l'emporte sur la négative16. Elle est davantage dirigée contre les idéologies et les dirigeants des pays en guerre contre les Etats-Unis à partir du 8 décembre 1941 que contre leurs populations. Cette règle souffre d'exceptions. La bestialisation est ainsi fréquente dans la représentation de l'ennemi japonais. Ce n'est pas le cas avec les Allemands bien que les responsables américains considèrent le régime nazi comme le principal ennemi à abattre. Cela tient au fait que cela soit le Japon et non pas l'Allemagne qui ait attaqué le territoire américain17 et encore plus au racisme anti-asiatique très présent aux Etats-Unis depuis la fin du XIXe siècle. On retrouve une attitude similaire dans le traitement réservé aux *enemy aliens*, les nationaux ou descendants de nationaux issus des pays en guerre contre les Etats-Unis et vivant aux Etats-Unis. Les habitants d'origine italienne, allemande et japonaise sont considérés comme des traîtres en puissances dans les jours qui suivent l'attaque sur Pearl Harbor mais rapidement seuls les Américano-Japonais sont considérés comme suspects. La crainte de l'ennemi de l'intérieur conduit à emprisonner nombre d'entre eux alors que les Etats-Unis font du combat pour la liberté un but de guerre. En temps de guerre, la tension est forte entre idéaux et crainte de la subversion intérieure.

La guerre froide n'échappe pas à ce schéma. Dans un monde désormais bipolaire, l'ennemi est clairement identifié et c'est sur lui qu'on fait porter la responsabilité de la guerre froide. Aux États-Unis, défenseur du Monde Libre, les Américains opposent l'URSS et ses alliés communistes qui incarnent la tyrannie et le totalitarisme, au risque parfois de sous-estimer la dimension nationaliste de certains conflits (Indochine, Cuba). Comme pendant la Seconde Guerre mondiale, l'ennemi s'incarne surtout dans les dirigeants et non dans les populations que les Américains considèrent comme opprimées18. Démocrates ou républicains, les Américains sont très majoritairement anti-communistes. Le parti communiste américain compte au mieux 75 000 membres

pendant la Seconde Guerre mondiale au moment de la Grande Alliance avec l'URSS. En 1950, ses effectifs sont tombés à 43 000 adhérents et même à 12 000 en 1956. Lors des élections présidentielles, il recueille tout au plus 0,25% des voies. Pourtant, les Américains ont le sentiment de l'existence d'un danger communiste sur le sol même de leur pays19. Le contexte international très incertain auquel s'ajoutent les grandes grèves de 1946, les audiences menées par l'HUAC (House Un-American Committee), la commission des affaires anti-américaines du Congrès20, en 1947 et 1948, la retentissante affaire d'espionnage Rosenberg en 1951 font naître la hantise d'un complot communiste à l'intérieur même des Etats-Unis. Le parti communiste américain est considéré comme « l'allié domestique du premier ennemi des États-Unis » tandis que le communisme est perçu comme anti-américain (*un-american*). Il en découle une chasse à l'ennemi de l'intérieur qui commence en 1947 quand le démocrate Harry Truman met en place un programme de loyauté des fonctionnaires mis en place en mars 1947. Les excès de Joseph McCarthy et la mort de Staline en 1953 marquent le début de sa fin sans pour autant remettre en question la responsabilité soviétique dans la guerre froide. Avec la guerre du Vietnam, la définition de l'ennemi extérieur n'est plus aussi consensuelle. A partir de 1965, un nombre croissant d'Américains s'oppose à cette guerre. Pour les plus engagés, c'est même le gouvernement qui devient l'ennemi. La majorité des Américains n'en restent pas moins persuadés que le communisme21 est l'ennemi du pays. Ils apportent d'ailleurs leur soutien au président Reagan dans son combat contre l'« Empire du Mal ». La chute de l'URSS change la donne. Les Américains ont gagné la guerre froide mais en l'absence de menaces et d'ennemis clairement définis, ils ont désormais du mal à définir des priorités en politique étrangère. L'existence d'un ennemi facilite la définition d'une politique extérieure surtout dans un pays où l'influence de la religion et des références manichéennes sont importantes. Comme l'avait prédit avec justesse Georgi Arbatov, un des conseillers de Mikhaïl Gorbatchev : « Nous allons vous rendre le pire des services. Nous allons vous priver d'un ennemi ».

Le 11 décembre 2001 met brutalement un terme à ces incertitudes. Les Etats-Unis sont désormais confrontés à un nouvel ennemi : des groupes non étatiques motivés par l'extrémisme religieux et qui recourent au terrorisme. L'ennemi est prêt à mourir pour sa cause donc hermétique à la discussion à la différence des États. Il est difficile à identifier, d'autant plus insaisissable qu'il ne s'inscrit pas dans un territoire délimité et dispose de moyens asymétriques, ce qui exclut l'option de l'emploi de l'arme nucléaire. Pour répondre à ce défi, l'Administration Bush décide de faire la « guerre contre le terrorisme »22. Une des difficultés qu'elle rencontre tient au fait que le terrorisme est un moyen d'action avant d'être un ennemi physiquement identifiable. Pour mener à bien cette guerre, l'Administration américaine choisit de s'agit de s'attaquer aux groupes terroristes mais également aux États qui leur viennent en aide. C'est ainsi que l'armée américaine intervient en Afghanistan en octobre 2001. En septembre 2002, ces principes donnent lieu une nouvelle de doctrine de défense. Unilatéraliste, elle repose sur le principe de la guerre de préemption qui s'est transformée au printemps 2003 en guerre préventive contre l'Irak. Les Etats-Unis sont depuis la fin de l'URSS la première puissance d'un monde uni-multipolaire mais au-delà du terrorisme, elle doit faire face à

l'hostilité de nombreux États (Irak, Iran, Corée du Nord, Soudan, Cuba etc) que les responsables américains qualifient au temps de George W. Bush d'Axe du Mal, d'États voyous (septembre 2002), ou encore d'« avant-postes de la tyrannie » (février 2005)23. Les nouvelles menaces du début du XXIe siècle ont également des incidences sur la scène intérieure américaine. En juillet 2002, le concept de sécurité nationale fait place à celui de sécurité intérieure (*homeland security*). Cet « effort national concerté pour prévenir les attaques terroristes sur le sol américain, réduire la vulnérabilité de l'Amérique au terrorisme, minimiser les dommages et se remettre après une éventuelle attaque »24 est piloté par un département de la Sécurité intérieure qui naît de la réunion d'une vingtaine d'agences fédérales tels la FEMA, les garde-côtes et les services de l'immigration. Il s'agit d'envisager le défi du terrorisme d'une manière globale. La menace terroriste conduit au renforcement de l'État fédéral, un paradoxe quand on sait que les républicains sont favorables à un État limité. Le nouvel ennemi a également un impact sur la vie politique nationale, comme en témoigne l'instrumentalisation de la peur qui a été faite pendant l'élection présidentielle de 2004. Les enseignements des deux guerres mondiales sont cependant tirés. Dans les heures qui suivent les attentats de septembre 2001, les responsables américains appellent leurs concitoyens à ne pas s'en prendre à ceux qui sont originaires du monde arabo-musulman ; un appel qui est suivi d'effet dans l'ensemble. En ce début du XXIe siècle, l'ennemi prend aux Etats-Unis essentiellement la forme de l'ennemi extérieur.

Conclusion

Si les guerres ont provoqué peu de destructions sur le sol américain, elles ont eu cependant une influence qui va bien au-delà de la sphère militaire et de la politique étrangère. L'acceptation de la superpuissance en 1945 conduit à renforcer encore un peu plus les interactions entre les guerres et la société américaine. La question de l'ennemi intérieur est centrale dans un pays peuplé de gens venant d'horizons géographiques très différents qui s'est construit autour de l'idée d'unité nationale et où l'adhésion à des valeurs communes, plus qu'à une histoire commune, fait le citoyen américain. Aux Etats-Unis, il y a une hypersensibilité à la question du loyalisme, et notamment celui des minorités. Celle-ci a même été à l'origine d'atteintes aux libertés qu'on a essayé, avec plus ou moins de succès, de ne pas reproduire lors des conflits suivants. Ceci dit, hormis lors de guerres impopulaires comme celles du Vietnam et d'Irak, l'ennemi rassemble plus qu'il ne sépare tout au long de l'histoire américaine. Le 11 septembre en est un exemple emblématique. Il a réuni les Américains au-delà des appartenances raciales ethniques, de classe, de genre et d'âge. Ceci n'est pas cependant le propre des Etats-Unis. Les guerres, et plus largement les crises, constituent des moments par excellence où se construisent et se recomposent les identités nationales ; des identités qui se définissent souvent par rapport ou contre l'autre.

1 . Ils refusent les impôts votés à Westminster pour financer la guerre de Sept ans en faisant valoir qu'ils n'ont pas de représentants au Parlement britannique. C'est la

revendication du « pas de taxation sans représentation ».

2 La déclaration d'indépendance du 4 juillet 1776 relève aussi de cette logique d'explication et de justification.

3 Cf. Le discours d'adieu du président George Washington le 17 septembre 1796.

4 Le blocus naval de la France décidé par les Anglais entraîne le commerce américain et conduit le président Madison à faire la guerre aux Anglais. Cette guerre est impopulaire aux Etats-Unis et souvent appellée « la guerre de M. Madison ».

5 Les Américains abandonnent l'isolationnisme une première fois en 1898, lors de la guerre contre l'Espagne, puis en 1945.

6 Cf. Marienstras (Elise), La construction de la nation américaine : les mythes fondateurs de la nation américaine, Paris, Maspero, 1977.

7 Duroselle (Jean-Baptiste), La France et les Etats-Unis : des origines à nos jours, Paris, Le Seuil, Coll. L'univers historique, 1976. Sur l'histoire de l'anti-américanisme en France, on consultera : Roger (Philippe), L'ennemi américain : généalogie de l'antiaméricanisme français, Paris, Seuil, 2002.

8 Les colons français de Nouvelle-France voient également les Amérindiens d'un œil critique. Ils les considèrent comme des peuples « sans roi, sans loi et sans foi » puisque leur religion polythéiste et animiste n'intègre pas la notion de péché. Les relations sont cependant meilleures que dans les colonies britanniques. Le choix de faire du commerce de la fourrure le moteur de l'économie oblige à nouer des liens avec les Amérindiens. Qui plus est, le colonisateur catholique a dans les premiers temps l'espoir d'évangéliser les populations amérindiennes.

9 Les politiques fédérales font longtemps des Indiens des mineurs. La citoyenneté américaine ne leur est accordée qu'en 1924 et il faut attendre la mise en place du « New Deal indien » dans les années 1930 et le vote d'une législation par le Congrès dans les années 1960 sous la pression des mouvements en faveur des droits civiques pour que leur sort commence à s'améliorer. Aujourd'hui encore, les Amérindiens constituent la plus défavorisée des minorités américaines.

10 On songe notamment au discours qu'il prononce le 19 novembre 1863 à l'occasion de l'inauguration d'un cimetière national là où s'est déroulé en juillet 1863 la sanglante bataille de Gettysburg.

11 Ils ont été obtenus avec le vote par le Congrès en 1865 du 13ème amendement à la constitution qui abolit l'esclavage puis des 14ème (égalité des droits civiques, 1866) et 15ème amendement (interdiction de priver un citoyen de ses droits (notamment de vote) en raison de sa race, 1869).

12 On découvre par la suite que l'explosion fut accidentelle.

13 Artaux (Denise), Les États-Unis et leur arrière-cour, Paris, Hachette, 1995. Jusqu'en 1965, on compte une soixantaine d'interventions américaines en Amérique centrale.

14 Potriquet (Ghislain), La politique linguistique de l'État de New York, thèse de doctorat en études anglophones dirigée par Jean-Michel Lacroix et soutenue à l'université l'Université Paris 3 – Sorbonne Nouvelle le 22 juin 2009, p. 62-63.

15 Environ six millions d'Allemands se sont installés aux Etats-Unis entre 1840 et 1900.

16 Cf. les travaux de Mattheï Davy qui mène une thèse sur Les affiches de propagande américaines des deux guerres mondiales (co-direction de Jean Quellien, université de Caen, et d'Hélène Harter, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

17 Le slogan Remember Pearl Harbor revient d'ailleurs comme un leitmotiv tout au long de la guerre.

18 Des radios comme Radio Free Europe et The Voice of America émettent ainsi en direction des populations qui vivent à l'est du rideau de fer.

19 Au début des années 1920 déjà, la révolution communiste en Russie a provoqué une Red Scare. Les Américains craignaient la contagion d'un régime athée et anticapitaliste. Pour Herbert Hoover, qui deviendra président des États-Unis en 1929 : « le loup est à notre porte. » Son sentiment est partagé par de nombreux Américains et notamment par Mitchell Palmer, le ministre de la justice. Entre 1919 et 1920, celui-ci fait arrêter 3 000 étrangers, pour la plupart originaires de l'Europe de l'Est. 500 personnes sont expulsées en URSS dont de nombreux responsables syndicaux. À la peur de l'expansion communiste et du mouvement anarchiste, vient souvent s'ajouter le refus d'une immigration en provenance de l'Europe de l'Est et du Sud, comme en témoignent les lois migratoires restrictives de 1921 et 1924.

20 L'HUAC est créée en 1938 pour lutter contre les éléments subversifs, à l'époque fascistes.

21 Avec l'Administration Nixon, la définition de l'ennemi communiste est réenvisagée. Conscients que le communisme n'est pas monolithique, le président Nixon et son secrétaire d'État Henry Kissinger se rapprochent de la Chine et jouent la carte chinoise contre l'URSS.

22 Discours sur l'état de l'Union du président George W. Bush, 29 janvier 2002.

23 Sur la politique étrangère américaine au temps de George W. Bush, on consultera : Melandri (Pierre), Histoire des Etats-Unis contemporains, André Versaille Editeur, 2008 et Hassner (Pierre) et Vaïsse (Justin), Washington et le monde. Dilemmes d'une superpuissance, Paris, Autrement, 2003.

24 Office of Homeland Security. U.S. National Strategy for Homeland Security. Washington, DC, 2003.